

**RAPPORT N° 2022/6-26  
au Bureau de la Communauté  
en séance du vendredi 09 décembre 2022**

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE MONSIEUR BENJAMIN MEHL POUR UNE ACTIVITE DE MARCHAND AMBULANT SUR LE PARC DE LOISIRS DE BOIS MADAME A SAINTE-MARIE « LA CASE BRETONNE »  
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

Monsieur Benjamin MEHL, résidant à Sainte-Clotilde occupe actuellement un emplacement de 4.25 m<sup>2</sup> sur le parc de loisirs de Bois Madame à Sainte-Marie.

Une autorisation temporaire lui a été accordée à compter du 4 janvier 2021 pour une durée de deux ans. Il a sollicité la CINOR, le renouvellement de l'autorisation d'occuper le même emplacement en vue de poursuivre cette activité de vente de produits alimentaires (gaufres, crêpes et boissons).

Conformément à la grille tarifaire approuvée par le Conseil de la Communauté pour l'occupation du Domaine Public Communautaire par des activités économiques, le 27 septembre 2012., la redevance applicable est de 4€/m<sup>2</sup>/jour d'occupation, soit une redevance mensuelle de 73.66€, pour cet équipement, qui occuperait un espace total de 4.25m<sup>2</sup> les dimanches et sur une base de 52 jours pour une année.

Il est à noter que Monsieur Benjamin MEHL est à jour de ses redevances.

Est joint en annexe de ce rapport, le projet de convention d'occupation précaire du Domaine Public à conclure avec Monsieur Benjamin MEHL. La durée proposée pour cette convention est d'une année.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver le renouvellement de la mise à disposition d'un emplacement sur le parc de loisirs de Bois Madame à Monsieur Benjamin MEHL, en vue d'une activité de ventes de produits alimentaires.
- Approuver la convention d'occupation précaire du Domaine Public jointe en annexe et autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/6-26  
Du Bureau de la Communauté  
en séance du 09 décembre 2022**

**OBJET**

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE MONSIEUR BENJAMIN MEHL POUR UNE ACTIVITE DE MARCHAND AMBULANT SUR LE PARC DE LOISIRS DE BOIS MADAME A SAINTE-MARIE « LA CASE BRETONNE »  
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-26 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20221209-BC2022-6-26-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception préfecture : 21/12/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le renouvellement de la mise à disposition d'un emplacement sur le parc de loisirs de Bois Madame à Monsieur Benjamin MEHL, en vue d'une activité de ventes de produits alimentaires.

**ARTICLE 2**

D'approuver la convention d'occupation précaire du Domaine Public jointe en annexe et autorise le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
---

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

**19 DEC 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20221209-BC2022-6-26-DE Date de télétransmission : 21/12/2022 Date de réception préfecture : 21/12/2022
--